

L'ŒUVRE

25, Rue Royale (8°)
TÉLÉPHONE : ÉLYSÉE 43-45 & 43-46
APRÈS 21 HEURES : GUT. 76-83

Directeur
GUSTAVE TÉRY



ABONNEMENTS 1 an 6 mois 3 mois
Paris..... 25 fr. 13 fr. 7 fr.
Départ..... 28 fr. 14 fr. 8 fr.
Etranger.... 60 fr. 19 fr. 10 fr.

Patience

Confiance

Espérance

L'ŒUVRE aux États-Unis L'âme américaine

[Une rédactrice de L'Œuvre, qui vient de passer six mois en Amérique, nous en rapporte ces amusantes, émouvantes et réconfortantes impressions.]

L'âme américaine ! C'est d'elle surtout que je veux parler, car c'est elle surtout que j'ai vue. Je l'ai cherchée à travers ses grands blocs audacieux et l'ingéniosité de ses petites machines, à travers les trouvailles de sa réclame et la franchise de ses transactions, à travers l'activité vertigineuse de ses individus et la patience impressionnante de ses foules.

Plus que ce qu'ils faisaient, j'ai tâché de comprendre ce qu'ils étaient, quel secours nous pouvions espérer de leur effort, mais aussi quelles leçons nous devrions prendre de leur génie.

Il ont leurs défauts, c'est entendu, quelques défauts graves où il n'entre pourtant ni malhonnêteté, ni malice, mais nulle part au monde n'existe d'idéalisme aussi candide, de bonté aussi naturelle ni, dans l'ensemble, plus de respect scrupuleux pour les droits de tous les hommes.

C'est cela que je voudrais dire parce que c'est cela seul qui compte. C'est la qualité d'âme d'un peuple qui finalement nous met en confiance avec lui.

Je vais donc raconter certains de mes souvenirs, au hasard et sans ordre — tenez, voilà justement un des défauts intellectuels qu'on risque de prendre en leur compagnie. Ces gens, si ordonnés dans leurs affaires, sont inhabiles à composer leurs pensées ou leurs discours. Ils parlent et écrivent comme on pense, c'est-à-dire mal. Leurs articles n'ont ni queue ni tête, mais ils sont bien informés. Et puis cela prend tant de temps de mettre ses phrases en place !

Mon plus cher souvenir d'Amérique est certes celui de cette réunion d'Atlantic City, où il m'a été donné de parler vingt minutes à quatre mille hommes assemblés.

Billy Sunday — dont je vous entretiendrai un autre jour — fait beaucoup mieux et méprise tout auditoire qui ne compte pas quinze mille personnes. Mais, moi, je débute et je n'ai pas de prétentions.

Ils étaient donc là quatre mille environ, tous fonctionnaires, ou plutôt — car le terme est trop inexact — agents de l'instruction publique. C'étaient des « superintendants », quelque chose comme des inspecteurs qui seraient en même temps des directeurs. Imaginez — je sais bien que c'est inimaginable — des gens qui pourraient à la fois observer, critiquer et décider. Il y avait des superintendants d'Etat — gros personnages — et des superintendants de campagne, et ils arrivaient de partout pour leur congrès annuel, un congrès préparé depuis six mois. Je n'étais pas bien entendu, inscrite à leur programme et je désirais de tout mon cœur qu'on m'y inscrirait.

Heureusement j'étais déjà américaine par deux mois de séjour. Je me suis donc rendue à l'hôtel imposant où les organisateurs étaient descendus, puis j'ai demandé, comme ça, qu'on me présentât au président. Je lui ai dit : « Je suis de France et j'en viens ; il y a trois ou quatre choses intéressantes que je voudrais dire à votre réunion, ce soir : j'ai une bonne voix et je n'aurais besoin d'un quart d'heure. » Il a répondu : « Mademoiselle, ce sera un honneur pour nous que de vous entendre et je suis sûr que cela sera aussi un plaisir. » Les Américains sont les gens du monde les plus courtois envers les femmes.

Le soir arrivé et en fin de séance, le président a annoncé qu'il avait gardé pour la bonne bouche, une petite surprise, que quelqu'un de France, une femme de France.

J'étais là sur l'estrade ; je n'avais pas encore ouvert la bouche. Mais, au seul nom de la France, les quatre mille se sont levés ; ils agitaient leurs mouchoirs et leurs chapeaux ; ils clamaient vers nous leur enthousiasme amour. Je ne sais pas si vous vous représentez bien ce que c'est que quatre mille hommes qui crient ensemble. Moi, je n'avais jamais entendu ça ; les oreilles m'en bourdonnaient et les larmes m'en venaient aux yeux. Telle a été ma première rencontre avec le cœur de l'Amérique.

Puis j'ai parlé ; je leur ai apporté mon « message », comme ils disent. Le mot n'est-il pas bien caractéristique de leur état d'esprit ? Ils ne vous demandent pas vos idées, mais votre « message », c'est-à-dire la vérité accourue

d'ailleurs et qui va tout de suite pousser à l'acte. Quand je vous le dis, que ces hommes d'action sont des mystiques, attentifs à toute « bonne nouvelle », des êtres que mène l'inspiration et non le calcul.

Mon message à moi était simple. Je venais leur dire : « Apprenez le français : il n'est pas d'intimité possible sans l'intelligence du langage. Apprenez le français d'abord pour vous battre à nos côtés et puis, plus tard, pour nous apporter, en échange des nôtres, vos innombrables richesses ; pour nous vendre vos belles machines et venir apprendre de nos Universités à en faire d'autres, plus belles, car nous avons de grands savants, plus grands que ceux d'Allemagne ; et les inventions les plus fécondes, c'est souvent chez nous que l'Esprit les souffle. »

« Ne remplacez pas l'Allemand par l'Espagnol, comme une propagande suspecte vous y engage : ce qu'il vous faut d'espagnol pour commercer avec l'Amérique du Sud, vous l'apprendrez en six mois, quand vous saurez déjà le français. L'Espagnol ne vous donnerait rien que lui-même ; le français, vous assure, à travers lui, le libre accès de la pensée la plus moderne et tout ensemble la plus humaine, le contact d'un esprit ami du vôtre et cependant si dissemblable que nous sommes les races du monde les mieux faites pour nous mutuellement enrichir. Apprenez le français et enseignez-le. Faites-le, puisque cela dépend de vous et que cette France, que vous aimez, vous le demande. »

Alors ils ont répondu tous en cœur, comme les croisés : « We shall do it » — « Nous le ferons ». Et ils sont en train de le faire. Ce ne sont plus les élèves, ce sont les maîtres qui manquent en ce moment à l'enseignement du français en Amérique.

Cinq minutes après (j'ai promis de vous montrer divers aspects) un homme m'aborda pour me dire : « En vous entendant parler anglais, j'ai pensé que vous deviez très bien parler le français — !!! — j'étais au fond et j'ai tout entendu ; vous avez une voix qui « mord ». Voulez-vous nous donner des « records » pour les Ecoles ? Je suis l'un des directeurs de la Columbia Graphophone Company. »

Voilà l'Amérique. Je n'avais pas encore fermé la bouche sur l'expression d'une pensée, que déjà là-bas, au fond de l'énorme salle, un de ceux-là qui agitaient leur chapeau imaginait la réalisation pratique et immédiate qu'il était décidé à lui donner.

Une Universitaire

Les réfugiés

Au milieu de la nuit, on les a empilés tant bien que mal avec leurs minces bagages dans un camion militaire et ils sont arrivés dans une gare au-dessus de laquelle tournaient déjà des avions menaçants.

Ils ont attendu pendant des heures le train providentiel qui devait les emporter ; le canon obsédant bourdonnait comme une rumeur de fièvre dans leurs têtes accablées ; ils se sont entassés avec leurs misérables hardes dans le wagon et, après le voyage dont tous les épisodes se confondent, ils se sont retrouvés dans les rues de Paris, par un printemps lumineux, éblouis d'avoir échappé à la tourmente et sans comprendre encore comment ils étaient là.

Et maintenant les voici sur un pont qui traverse la Seine ; un enfant exténué s'est assis sur un ballot de toile, l'autre sur le bord du trottoir ; la mère, appuyée contre le garde-fou, serre contre elle une gosse qui traîne des souliers trop lourds pour elle.

Vont-ils donc échouer au milieu de Paris qu'ils ne connaissent pas ? Aussi pourquoi ont-ils voulu tout de suite aller retrouver à Grenelle une cousine qui les hébergera quelques jours ?

— C'est loin Grenelle !
— On doit être presque arrivé, dit la mère sans conviction.

— Je suis las ! dit un gamin.
— Je ne peux plus marcher ! dit la petite, et elle pleure de toutes petites larmes qui coulent sur son triste petit visage maculé.

Alors un vieux bonhomme pas très robuste qui passait en traînant une voiture à bras s'est arrêté devant le groupe lamentable :

— Où donc que vous allez comme ça ? Je vas vous y mener.

Et il a installé la mère, les enfants et les paquets, il a glissé la bricole autour de ses épaules étroites, et d'un pas un peu alourdi, il est parti tout au bout de Paris avec sa charrette de pauvres gens. — D.

Nos troupes ont, hier, brillamment contre-attaqué l'ennemi

SUR UN FRONT DE 12 KILOMÈTRES ENTRE RUBESCOURT ET SAINT-MAUR ELLES ONT REFOULÉ L'ENNEMI SUR UNE PROFONDEUR DE 2 KILOMÈTRES

1000 prisonniers et plusieurs canons sont tombés entre nos mains

Communiqués français

du 11 juin (14 heures). — Hier, en fin de journée, et dans la nuit, l'ennemi a continué sa pression en direction d'ESTREES-SAINT-DENIS et de RIBECOURT.

A gauche, la résistance de nos troupes a été efficace. L'ennemi n'a pu entrer ni le PLEYRON, ni COURCELLES. Le village de MERY a été repris par nous hier à vingt-deux heures.

Au centre, le principal effort des Allemands s'est porté sur le front BELLOY-MARQUEGLISE. Une puissante attaque, menée avec de gros effectifs, a réussi à nous rejeter d'abord jusqu'à l'ARONDE ; mais, par un magnifique retour offensif, nos troupes ont refoulé l'ennemi sur tout ce front et rétabli leurs positions sur la ligne sud de BELLOY et de SAINT-MAUR, sud de MARQUEGLISE et de VANDELICOURT.

A notre droite, des combats violents se sont livrés dans le massif boisé au nord de DRESLINCOURT. L'ennemi, qui avait accumulé dans cette région de grandes forces, a pu atteindre ANTOVAL, obligeant nos troupes à repérer leur ligne de résistance à l'ouest et au sud de RIBECOURT.

(23 heures). — La bataille a continué aujourd'hui depuis MONTDIDIER jusqu'à l'OISE.

A gauche, nos troupes, appuyées par des chars d'assaut, ont contre-attaqué cet après-midi sur un front de 12 kilomètres, entre RUBESCOURT et SAINT-MAUR. En dépit de la résistance acharnée de l'ennemi, nous avons atteint les abords sud de LE FRETOY, pris la hauteur située entre COURCELLES et MORTIMER et porté nos lignes à plus de 2 kilomètres à l'est de MERY.

Nous avons également repris BELLOY, le bois de GENLIS et atteint les abords sud de SAINT-MAUR.

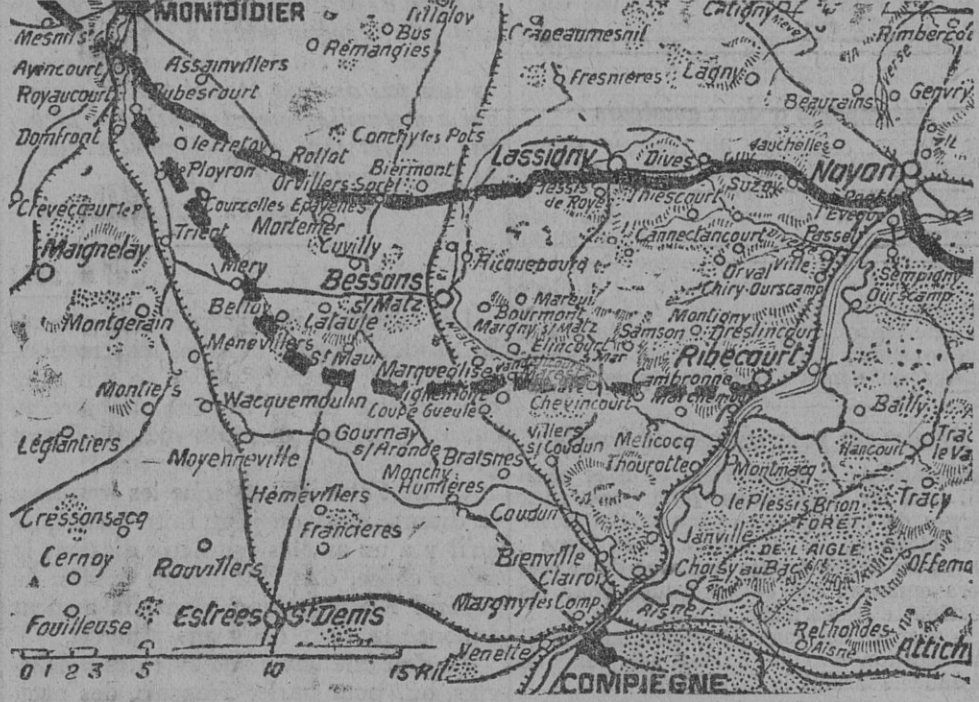
L'ennemi, qui a subi de lourdes pertes, a laissé plus d'un millier de prisonniers et plusieurs canons entre nos mains.

Au centre, les Allemands, qui avaient réussi à pousser jusqu'au sud de la FERME DES LOGES et d'ANTHEUIL, ont été refoulés au delà de ces deux points par nos troupes agissant de concert avec les unités voisines.

A droite, l'ennemi, accentuant sa pression, a cherché à gagner la vallée du MATZ.

Plusieurs attaques violentes lancées sur CHEVINCOURT ont été repoussées. L'ennemi a réussi à prendre pied dans MACHEMONT et BETHANCOURT, qui sont à présent disputés.

Au sud de l'OUREQ, les troupes américaines ont brillamment enlevé ce matin le BOIS DE BELLEAU et fait 300 prisonniers.



Communiqués britanniques

du 11 juin (après-midi). — La nuit dernière, une opération de détail a été entreprise avec un plein succès par les troupes australiennes dans le voisinage de MORLANCOURT. Notre ligne, au sud de ce village, a été avancée sur une profondeur de près d'un demi-mille et sur une largeur d'un mille et demi. Nous avons capturé deux cent trente-trois prisonniers, vingt et une mitrailleuses et un mortier de tranchées.

Des raids heureux, dans lesquels nous avons fait plusieurs prisonniers, capturé deux mitrailleuses et infligé de lourdes pertes à l'ennemi, ont été exécutés par nous, au cours de la nuit, au nord-ouest de MORLANCOURT, au sud de la SCARPE et à l'est de la forêt de NIEPPE.

L'ennemi a attaqué un de nos postes du bois d'AVELUY. Un de nos hommes a disparu.

L'artillerie ennemie s'est montrée active cette nuit et a fait usage d'obus à gaz à l'ouest de LENS.

(Soir). — Le nombre des prisonniers faits, la nuit dernière, lors de l'opération au sud de MORLANCOURT, s'élève à deux cent quatre-vingt-dix-huit, dont cinq officiers.

Il n'y a rien d'autre à signaler.

Les troupes américaines enlèvent le bois de Belleau et font deux cent cinquante prisonniers

Communiqué américain

du 11 juin (21 heures). — Au nord-ouest de CHATEAU-THIERRY, nous avons réussi une fois de plus à avancer nos positions dans le bois de BELLEAU. Nous avons fait deux cent cinquante prisonniers, dont trois officiers et avons pris une assez grande quantité de matériel, y compris un certain nombre de mitrailleuses et de mortiers de tranchées.

En Woëvre, nos batteries ont réussi un tir de neutralisation rapide et efficace.

En déployant trois grandes armées sur un arc de cercle passant d'une façon générale par Montdidier, Noyon, Soissons et Château-Thierry, et empruntant les trois voies classiques d'invasion : l'Oise, l'Oureq et la Marne, l'Etat-major allemand a pour but, je présume d'aspirer le plus possible de troupes, alliées dans la région parisienne, en couverture de notre capitale, et de les anéantir sous ses coups.

Cet écrasement, Ludendorff pourrait évidemment le chercher en lançant toutes ses forces convergentes d'un seul élan sur l'adversaire qui tomberait dans le piège et viendrait ainsi s'offrir à ses griffes. Mais il s'aperçoit que celui-ci ne rend pas, et que, quitte à céder du terrain, nous ne livrons à son emprise que le strict nécessaire pour le contenir au moment où il commence à être essouffé.

D'autre part, une poussée sur un front de 100 kilomètres exigerait plus de 150 divisions, tant en première ligne qu'en réserve, et encore serait-ce bien peu.

Or, les Allemands, obligés de maintenir encore des troupes en Russie, obligés de garder le reste du front occidental de la Somme à la mer du Nord et de la mer du Nord aux Vosges, n'ont pas de quoi alimenter la bataille sur un front pareil.

Le chef d'état-major impérial est donc contraint de réduire ses attaques à un front plus restreint, portant son stock de disponibilités d'un secteur à l'autre. Naguère, c'était dans celui qui s'étend entre l'Aisne et la Marne ; maintenant c'est entre l'Oise et la voie ferrée de Paris à Amiens.

Que ce soit dans l'un ou dans l'autre, la tactique est d'ailleurs toujours la même.

La préparation se fait dans le plus grand secret, les mouvements ont lieu la nuit. L'emploi intensif des gaz assure les succès du début.

On obtient ainsi un premier effet d'écrasement et de surprise grâce auquel on pousse aussi loin qu'on peut.

Lorsque l'afflux des réserves ennemies a rétabli l'équilibre des forces, lorsque les pertes qui étaient d'abord très supérieures du côté adverse se balancent, on s'arrête. On a tué du monde ; on a fait des prisonniers ; on a gagné du terrain ; on est satisfait. On se prépare alors à recommencer ailleurs, là où la perfection des préparatifs et la supériorité du nombre assureront de nouveaux succès.

Et c'est pourquoi, après le tour de Fritz Below, revient le tour de Hutier qui, on doit se le rappeler, avait commencé le 21 mars.

Il est probable que von Hutier avait conçu l'espoir d'atteindre d'un premier bond la ligne Compiègne-Estrees-Saint-Denis et peut-être même de pousser plus loin. Mais la résistance que nous lui avons opposée pendant les deux premières journées a fatigué ses troupes plus vite qu'il n'y comptait. Et aujourd'hui, c'est très péniblement que sa gauche est parvenue jusqu'à la vallée du Matz, le long duquel se livrent de violents combats, à Chevincourt, Marest et Vandelicourt. Quant à son centre et à son aile droite, ils reculent sous l'action de nos contre-attaques. Choisissons le moment favorable, c'est-à-dire le moment où l'ennemi au bout de sa course commence à manifester quelque lassitude, nous nous sommes jetés sur lui et lui avons repris Saint-Maur, Belloy, Mery et d'autres points plus à l'ouest, regagnant sur une largeur de 12 kilomètres une profondeur de terrain d'environ 2 kilomètres.

Hier, en rendant compte des progrès qu'avait faits l'ennemi au bout des deux premières journées de combat, j'avais écrit ceci dans l'article qui a été censuré : « Puisqu'on a toujours arrêté l'ennemi, on l'arrêtera encore. Nous avons des troupes si vaillantes ! elles viennent toujours à bout du Boche. »

Constations aujourd'hui qu'elles font mieux ; non seulement elles l'arrêtent mais elles le repoussent.

Général Verraux

En lisant le communiqué

Après avoir opposé à l'ennemi une résistance acharnée et lui avoir imposé de très grandes pertes, nos troupes ont, dans la journée d'hier, opéré de violentes contre-attaques et repris une partie du terrain perdu, à l'aile gauche du front de bataille, entre Rubescourt et la région sud de Ressons-sur-Matz. Le nombre de prisonniers restés entre nos mains et le fait que l'ennemi a dû abandonner plusieurs canons témoignent de l'impétuosité de cette contre-offensive et de la grande efficacité de notre artillerie d'assaut qui, pour la première fois depuis le début de cette opération, participait à l'action.

Le front ennemi, dans la soirée d'avant-hier, passait par Rubescourt, nord de Le Ployon, nord de Courcelles, Méry, Belloy, Saint-Maur, Marquégis, Elincourt, nord de Dreslincourt. Dans la matinée d'hier, grâce à des attaques répétées, les Allemands étaient parvenus à atteindre, au centre de ce front, la rivière Aronde, dans la région de Neufoy, Gournay, le long de la route d'Estre-Saint-Denis. Une première contre-attaque ne devait pas tarder à nous permettre de reconquérir nos positions initiales au sud de Saint-Maur, de Marquégis et de Vandellucourt.

A l'aile gauche notre réaction commençait à s'effectuer. Et malgré la résistance acharnée de l'ennemi nous reprenions possession du village de Méry. A droite l'ennemi était plus heureux. Et sa poussée le conduisait jusqu'aux abords sud de Ribécourt, dans la vallée de l'Oise, à l'endroit où la rivière, faisant un large demi-cercle, contourne la forêt de Laigue. Il atteignait la route de Noyon à Compiègne, sur le versant sud-est du massif boisé qui s'étend entre Ressons-sur-Matz et Noyon.

Dans la soirée, notre réaction s'accroissait, et particulièrement sur notre aile gauche. De nouveau nous atteignions les abords de Le Fréty. Plus à l'est, entre Courcelles-Epayelles et Mortier, nous nous emparions des hauteurs qui dominent, au nord-ouest de Ressons-sur-Matz, la route de Montdidier à Compiègne et la pente de Roye à Estre-Saint-Denis. Nous reprenions, en outre, le village de Belloy et nous approchions, à l'est de Méry, à moins d'un kilomètre de Laigue, à trois kilomètres environ du carrefour important de routes qui se trouve à l'ouest de Ressons-sur-Matz.

Au sud de cette localité nous avons atteint de nouveau les abords de Saint-Maur et nous avons chassé l'ennemi d'Antheuil où il avait réussi à se maintenir à la suite de son avance jusqu'à la rivière Aronde. Antheuil est situé à environ dix kilomètres de Compiègne.

Sur la droite seulement l'ennemi a pu continuer à progresser. Au sud de Ribécourt il est parvenu à porter ses lignes au sud de Marchemont et Chevignot, sur la route de Ressons-sur-Matz à Montmaur, le long de la vallée du Matz, petite rivière qui se jette dans l'Oise à la hauteur de Montmaur. A l'est de la vallée de l'Oise nos troupes se maintiennent dans la forêt d'Ourscamp.

L'AVIATION DANS LA BATAILLE

8 TONNES D'EXPLOSIFS sur les réserves ennemies

Communiqué français du 11 juin. — Nos bombardiers ont continué leurs opérations dans la journée du 10 juin, en dépit du mauvais temps.

Sur les points les plus exposés du champ de bataille, des groupes d'avions, volant à faible hauteur, ont jeté leurs projectiles sur les rassemblements ennemis, dispersant les troupes de renfort et leur causant des pertes considérables. Certains équipages ont fait plusieurs sorties dans la journée. Huit tonnes d'explosifs ont été utilisées de cette manière, donnant les meilleurs résultats.

Pendant la nuit du 10 au 11, le bombardement de la zone en arrière du front ennemi a été poursuivi activement. Nos escadrilles ont jeté vingt tonnes de projectiles sur des convois, des cantonnements et des gares. Deux dépôts de munitions ont explosé, l'un dans la région de Chaumes, l'autre dans la région de Soissons. On a signalé également un incendie en gare de Fismes.

Pendant la même journée du 10, quatre avions et un ballon captif allemands ont été abattus par nos équipages de chasse.

LES AVIONS contre les troupes en marche

Communiqué britannique du 11 juin. — Le 10 courant, le matin et le soir, malgré un temps nuageux, nos aviateurs ont pris part à la bataille du front français, jetant huit tonnes de bombes sur les troupes ennemies, les transports, les dépôts de munitions, les batteries et les tranchées.

Des coups directs ont été constatés sur la voie ferrée Roye-sur-Matz et sur des rassemblements de troupes dans le triangle Montdidier-Riquebourg-Roye.

Volant à petite altitude, nos appareils ont attaqué la mitrailleuse tous les objectifs qui se trouvaient le long des routes en arrière de la ligne de bataille ; un grand nombre de cartouches ont été tirées avec efficacité.

Six avions ennemis ont été abattus et sept autres forcés d'atterrir désarmés. Cinq de nos appareils ne sont pas rentrés.

Sur le front britannique, il y avait peu d'activité aérienne. Un avion allemand a été détruit et un autre contraint d'atterrir désarmé.

Deux de nos appareils manquent. Pendant la nuit du 10 juin, nous avons jeté sept tonnes de bombes sur Cambrai et Baume.

Tous nos appareils de bombardement de nuit sont rentrés indemnes.

Au Sénat

M. Clemenceau est venu hier dans les couloirs du Sénat. De nombreux sénateurs ont entouré le président du Conseil, qui a exprimé toute sa confiance dans les opérations militaires actuellement en cours.

M. Clemenceau n'a pas dissimulé que des fautes avaient été commises, mais des

sanctions ont été prises, d'accord avec le haut commandement.

Le président du Conseil a fait un vif éloge des troupes américaines et cité le chiffre de l'important contingent sur lequel nous pouvons compter ce mois-ci et les mois suivants.

Les déclarations de M. Clemenceau ne peuvent que nous fortifier dans l'espoir de la victoire finale.

Au Sénat

Vote du budget des dépenses

Dans les circonstances actuelles, le Sénat a estimé que la discussion du budget ne devait pas comporter des développements souvent excessifs et c'est donc, sans débats que les chiffres proposés par la commission des finances ont été adoptés. Tous les chapitres des différents ministères ont été votés sans observation.

Séance demain pour discuter la loi de finances. Un amendement a été déposé par M. Tournon, mais le vote définitif du budget est assuré dans les délais les plus rapides.

Au Parlement

Nos effectifs

La commission du budget a entendu M. Jeanneney, sous-secrétaire d'Etat à la guerre, sur la situation de nos effectifs. Elle entendra aujourd'hui M. Abrami sur le même sujet.

LA HAUTE-COUR

La Commission d'instruction de la Cour de justice, réunie hier, sous la présidence de M. Monis, a terminé l'audition du rapport de M. Pères.

Il est probable que la commission ne se réunira plus maintenant avant la convocation de la Haute-Cour dont il appartient au président de fixer la date.

Dans une note aux agences, M. Monis a déclaré que les conclusions attribuées hier matin par la presse à M. Mérillon ne sont pas exactes.

La C. G. T. et le Parlement

Le Comité confédéral, après une discussion au sujet de l'entrevue ayant eu lieu récemment au Palais-Bourbon entre la Commission exécutive de la C. G. T. et les députés appartenant aux groupes de la Gauche, a décidé que les déclarations verbales faites aux parlementaires par les citoyens Léon Jouhaux et A. Merheim seraient précisées et complétées par l'envoi au Parlement d'une lettre-manifeste dont les termes fixeront nettement les aspirations du mouvement ouvrier.

A l'Hôtel de Ville

Les nouvelles boucheries municipales

Voici, par arrondissement, l'adresse des dernières boucheries municipales qui sont ouvertes ou vont être ouvertes incessamment au public :

1^{er}, 39, rue Sainte-Anne ; 3^e, 93, rue du Temple ; 6^e, 35 et 37, rue de Seine ; 7^e, 88, rue de Bourgogne ; 8^e, 34, rue Montaigne ; 9^e, 9, rue Rochechouart ; 11^e, 3, rue Guilhem ; 12^e, 35, rue Claude-Decaen ; 13^e, 11, rue Primatice ; 15^e, 145, rue Saint-Charles ; 16^e, 47, rue Boulainvilliers.

Récompense à deux aviateurs

M. Aucoc, conseiller du premier arrondissement, vient de saisir le bureau du Conseil municipal d'une proposition tendant à accorder, à titre de modeste souvenir, une médaille d'or au maréchal des logis Sillan et au sous-lieutenant observateur Massimy, auxquels est due la destruction de la pièce à longue portée qui tirait sur Paris. La Ville de Paris marquerait ainsi sa gratitude aux deux aviateurs qui, par leur habileté et leur courage, ont rendu à toute la population parisienne un signalé service.

Allocations pour charges de famille

Le préfet de la Seine vient de fixer ainsi qu'il suit les allocations attribuées, pour charges de famille, au personnel ouvrier et employé de la préfecture de la Seine : 100 francs et 150 francs pour les deux premiers enfants ; 200 et 300 francs pour les troisième et quatrième, etc. Un enfant prisonnier de guerre aura droit à l'allocation que lui fixerait son rang de naissance s'il était le dernier né.

La taxation des pommes de terre

et la taxation de la viande

Une lettre vient d'être adressée au préfet de police par M. Emile Desvaux, pour le prévenir qu'il lui poserait une question à la rentrée du Conseil municipal sur :

1^o Fixation à 70 francs les 100 kilos aux Halles de Paris du cours de début des pommes de terre prime de Saint-Malo ;

2^o Fixation à 4 fr. 80 du prix du kilo de viande nette au marché de la Villette (arrêté ministériel du 29 mai 1917).

Le conseiller des Carrières d'Amérique fait remarquer, comme conclusion, que les taxations officiellement admises, soit à propos des pommes de terre prime, soit à propos de la viande, aboutissent à ce résultat paradoxal :

« 1^o Que les pouvoirs publics ont légalisé la campagne de hausse savamment menée par une série d'intermédiaires depuis le début des hostilités, et que l'exception punissable de 1917 se trouve être ainsi la règle légale de 1918 ;

« 2^o Qu'en ce qui concerne les cours de la viande au marché de la Villette, le préfet de police va aboutir, par application de l'arrêté ministériel, à ce résultat non moins paradoxal, que les poursuites entamées par son administration à la date du 9 avril contre des intermédiaires qui avaient pratiqué au marché de la Villette le cours de 4 fr. 75 vont être obligatoirement abandonnées par le Parquet du fait que, six semaines après un arrêté ministériel, à l'application duquel le préfet est, en tant que représentant du pouvoir central, chargé de veiller, à consacrer et légaliser cette odieuse campagne de hausse. »



L'esprit chez les bêtes

Plusieurs correspondants m'écrivent que la guerre a singulièrement développé l'intelligence chez les animaux. Ils me signalent le cas d'un chat qui miaule l'alerte quarante minutes avant que les avions ennemis franchissent nos lignes ; et le cas d'un serin qui chante victoire seulement lorsque le communiqué est satisfaisant.

Personnellement, j'ai rencontré un étonnant cheval, à minuit, sur le boulevard Montparnasse ; ce cheval était attelé à un fiacre arrêté le long du trottoir. Je cherchais justement une voiture pour rentrer à Auteuil. Un coiffeur sortait par la portière du fiacre ; ce n'était pas le bras d'un voyageur, mais bien celui du cocher qui, réveillé, se montra humain et même cordial.

— Allons, monte, mon vieux, me dit-il. Gnyra encore de la place...

D'un geste orgueilleux, il me montra le toit de sa voiture.

— Tu sais, c'est solide... Ils ont balancé je sais pas combien de bombes sur Paris ; ils ont pas encore pu défoncer ma voiture... Monte, que je te le dise...

Je félicitai le cocher sur la solidité de son abri ; mais je lui exposai mon désir d'aller dormir chez moi, de préférence. Il m'écoula avec bienveillance.

— C'est facile, ça, mon vieux. C'est comme tu voudras. T'as qu'à donner ton adresse à mon cheval. Il nous conduira. Tu sais, c'est une bête éstra pour l'intelligence et d'instruction... Et puis moi, tu sais, dormir là ou là, ça m'est superficiel...

J'insistai pour qu'il montât sur son siège. Il eut quelques mots de reproche douloureux ; mais il n'était pas en état de résister. Je le hissai là-haut. Il me dit encore :

— Ecoute... donne voir ton adresse à mon cheval. Je te promets de pas le contrarier pour ce qui est du gouvernement de la voiture. Je vais reprendre mon somme ; il nous mènera de porte à porte...

Je donnai mon adresse au cheval ; je montai dans la voiture qui se mit à rouler... Quand je me réveillai, mon équipage était arrêté devant une maison de modeste apparence, du côté de Levallois-Perret. Je secouai le cocher, qui ronflait sur son siège, et je lui fis des reproches.

— Dites donc, ça n'est pas ma maison... Non, c'est la mienne, fit le cocher avec satisfaction... Ecoute, je vais aller me mettre au pieu, et toi, tu vas rigoler.

Monte un peu voir sur le siège, à ton tour. Mon cheval, qui est une bête extraordinaire pour l'instruction, te reconduira jusqu'à son dépôt... Et puis là, t'as un Métro tout près, demain matin à cinq heures.

Je n'ai pas tenté l'expérience... Mais je ne suis pas du tout étonné que la guerre, qui a merveilleusement développé la bêtise chez les gens, ait également développé l'intelligence chez les bêtes.

G. DE LA FOULARDIÈRE

Lui aussi !

Les journaux annoncent que le général Broussilof « blessé dans les insurrections de Moscou, amputé, déchu de son rang et peut-être de sa lucidité, implore la charité publique dans les rues de Petrograd ».

Ça doit être vrai puisque les journaux le disent. Mais on peut faire remarquer qu'il y a un an, les journaux disaient la même chose, dans les mêmes termes, du général Kouropatkine, dont ils avaient annoncé la mort deux ans plus tôt.

Ça doit être une manœuvre des bolcheviks, ou, pour parler français, des pacifistes russes.

« Ne faites pas de vos fils des soldats, disent-ils... Car, si vous en faites des soldats, ils pourront mal tourner et devenir généraux. Et voyez comment ça finit pour les généraux. Ils sollicitent des sous sur la voie publique. Voyez Bélisaire, voyez Broussilof, voyez Kouropatkine. »

Si ça n'est pas une manœuvre des pacifistes russes, c'est sûrement une manœuvre des bourreaux de crânes français.

Le mystère de la Salomé

Les agences communiquent une dépêche affolante de Londres :

Londres, 4 juin. — Le député Pemberton Billing, qui était l'objet de poursuites en diffamation par la danseuse bien connue Maud Allan, à raison d'une danse exécutée par celle-ci dans *Salomé*, a bénéficié d'un acquittement.

Essayons de comprendre : la danseuse, ayant dansé, s'avise que cette danse constitue une diffamation dirigée contre elle par un député ?

Mais lisez la suite :

Le procès, qui a duré plusieurs jours, a été très mouvementé par suite des tentatives d'une des parties pour donner à l'affaire une tournure politique.

Ah bon ! La danse de miss Maud Allan avait une tournure politique...

Nous comprenons, du moment qu'il s'agit de politique, que nous n'y comprenions absolument rien.

D'un vieux préjugé

On prétendait avant la guerre qu'il n'y avait pas de fumée sans feu. Nous trouvons la preuve du contraire dans le fait suivant qui s'est passé à Rennes et que rapporte le plus important régional de l'Ouest :

Un feu de cheminée. — Hier à midi, deux ou trois personnes, d'abord levant les yeux au ciel, aperçurent, au-dessus de la maison portant le n° 3 de la rue Saint-Louis, des volutes de fumée qui s'élevaient dans le ciel bleu et sans tache. Cette fumée leur parut si anormale qu'elles conclurent à un feu de cheminée. Le mot fut entendu et, bientôt après, nombreuses étaient les personnes qui, anxieuses, attendaient les conséquences toujours possibles de ce commencement d'incendie.

On fut même chercher un brave sapeur, qui immédiatement arriva. Il frappa à quelques portes de l'édifice, chercha après le fameux feu de cheminée et ne trouva rien parce qu'il n'y avait rien.

Eh bien, c'est beaucoup plus étonnant qu'un feu de cheminée avec feu, et notre confrère a raison de consacrer à un événement aussi inexplicable un article que n'eût pas justifié le plus banal des faits-divers.

Les beaux titres

D'un de nos confrères, en tête de sa chronique alimentaire :

LES BOUCHERS SE PLAIGNENT DES EXIGENCES DE MÉNAGÈRES

Vous avez bien lu : ce sont les ménagères qui abusent ; et ce sont les bouchers qui se plaignent.

L'existence est vraiment joyeuse.

LE BOMBARDEMENT DE PARIS

Comme les jours précédents le canon à longue portée a bombardé la région parisienne.

Le pourvoi du procès du "Bonnet Rouge"

Il a été rejeté

Dans la petite salle, paisible et tiède, où les conseils de guerre du Cherche-Midi tenaient leurs séances avant la guerre, le pourvoi en révision de Duval, Marion, Goldsky, Landau, Joula, ainsi que celui de M. Leymarie, a été examiné hier après-midi. Il n'a point été accueilli.

En faisant l'exposé de l'affaire, M. Coulaud, président de chambre à la Cour d'appel, qui présidait l'audience, a, par surcroît, rempli l'office de ministère public. Il a, en effet, prestement démolé les nombreux moyens invoqués par la défense. A mesure qu'il montrait aux autres membres du conseil (un magistrat, un colonel et deux commandants) la fragilité juridique des arguments qu'il réduisait en poussière, nous avions la sensation que la science et l'éloquence des avocats seraient, quelques instants plus tard, dépensées plus que probablement en pure perte.

Oh ! il y avait un peu moins de monde au Cherche-Midi que pour entendre le lieutenant Morin prononcer son réquisitoire au conseil de guerre. Ces tournois juridiques où la passion est exclue n'attirent généralement personne. A part des avocats : M^{rs} Albert Maignan, Guillaum, Baer, dont on sait le rôle au procès du Bonnet Rouge, à part aussi quelques journalistes, il n'y avait à l'audience, exécutant, que quatre curieux dont la moitié ne tarda d'ailleurs pas à s'endormir.

Les défenseurs, M^{rs} Frénoy et Reynal, avocats à la Cour de cassation, avaient appuyé le pourvoi sur sept moyens. L'énumération n'en aurait plus guère aujourd'hui qu'un intérêt rétrospectif. Mentionnons, cependant, parmi les cinq développés par M^{rs} Frénoy celui qui a été tiré de la lecture, lors des débats du conseil de guerre, de certaines pièces faisant partie de l'instruction Caillaux, instruction non encore close, comme l'on sait.

Pour M. Leymarie, M^{rs} Reynal a soulevé deux moyens, qui sont à proprement parler des moyens de fond. Deux des trois faits relevés contre son client ne constituent, a-t-il allégué, ni crime, ni délit.

Mais on sait le résultat. — H. G.

LE CONSEIL DES MINISTRES

Les ministres, réunis hier matin en conseil, à l'Élysée, se sont entretenus de la situation militaire et diplomatique.

VERS LA LUMIÈRE

Des témoins dans l'affaire

Humbert-Lenoir-Desouches

Le lieutenant Jousselin, du 3^e conseil de guerre, a entendu hier, dans l'affaire du Journal (Humbert-Lenoir-Desouches), un témoin pour la seconde fois, M^{rs} Barbier, et l'aumônier de la prison de la Santé, l'abbé Geisnitz. L'officier rapporteur a également entendu notre directeur, M. Gustave Téry.

M. Caillaux au Palais

Après quelques jours de repos, M. Caillaux, remis de l'indisposition dont il souffrait, a reparu hier au Palais.

Le capitaine Bouchardon a interrogé à nouveau le député de Marnes.

Cet interrogatoire a porté sur les dernières dépositions des témoins entendus par le rapporteur du 3^e conseil de guerre.

Les obsèques du colonel Donaze, commandant le recrutement de la Seine, décédé le 10 juin, auront lieu aujourd'hui 12 juin 1918. Réunion à midi à la chapelle de l'hôpital militaire du Val-de-Grâce.

L'inhumation aura lieu au cimetière Montparnasse. Il ne sera pas envoyé de lettres de faire-part, le présent avis en tenant lieu.

La défense de Paris

Le groupe des députés de la Seine s'est réuni hier au Palais-Bourbon, pour continuer l'examen des mesures à prendre en vue de la défense du camp retranché de Paris, de son ravitaillement et de la sécurité de ses habitants. Après la lecture de plusieurs rapports, de M. Puech notamment, sur l'organisation des évacuations, et de M. Maurice Barrès, sur la sauvegarde des collections artistiques privées, une discussion s'est engagée. Le groupe a finalement décidé d'entendre aujourd'hui M. Pams, ministre de l'intérieur, sur la situation générale ; M. Clavelle, ministre des travaux publics, sur la question des transports ; et M. Lafferre, ministre de l'instruction publique, sur les écoles de la région parisienne et sur la protection des œuvres d'art.

Le groupe des sénateurs de la Seine a examiné hier diverses questions concernant la défense du camp retranché de Paris. Il a chargé son président, M. Strauss, de soumettre au gouvernement ainsi qu'au comité de défense de Paris les observations échangées.

M. Deslandres nous définit le rôle du comité de défense du camp retranché

L'institution — par décret du président de la République — d'un comité de défense du camp retranché de Paris a provoqué une certaine émotion parmi la population parisienne.

Elle a suscité — comme nous l'avons indiqué — une pénible impression parmi les membres du Conseil municipal et du Conseil général de la Seine, soucieux de conserver leurs prérogatives municipales. D'autre part, elle a amené le groupe des députés de la Seine à se constituer en sections pour l'étude et la solution des problèmes intéressant l'organisation de la défense du camp retranché de Paris. Sur ce, plusieurs conseillers municipaux dont nous avons publié, hier, la lettre, à leur président, M. Mithouard, ne voulant pas rester étrangers à des préoccupations concernant la capitale, ont demandé d'être consultés dans le plus bref délai.

Ils se seront demain jeudi à trois heures de l'après-midi.

Il nous a paru intéressant d'aller demander à M. Deslandres, président du Conseil général de la Seine, et membre du comité de défense du camp retranché de Paris, son opinion sur la situation faite, par suite de l'institution d'un comité de défense, à ses collègues du Conseil municipal et du Conseil général de la Seine.

— Je ne conçois pas, nous dit dès l'abord M. Deslandres, qu'une si grande émotion se soit emparée de tous les esprits, à l'annonce de la création d'un comité de défense... A vrai dire, ce comité de défense aurait dû exister depuis quatre ans... L'éloignement du front a endormi les meilleures volontés de jadis, et nous aurons, de ce fait, beaucoup de travail.

« Nous ne formerons qu'un comité consultatif. Nous n'aurons donc aucune autorité dictatoriale. Au reste, ce n'est pas seulement le Conseil municipal de Paris qui aurait pu s'émouvoir de la création du comité de défense.

« Notre champ d'action ne s'étend pas seulement aux communes de la Seine. Nous aurons également à donner notre avis sur des questions intéressant les départements de l'Oise, de Seine-et-Oise, de Seine-et-Marne.

« En voulez-vous un exemple ? S'agira-t-il de ravitailler telle ou telle commune de ces départements ? M. Boret, après nous avoir consultés, prendra les décisions qui lui paraîtront opportunes.

« S'agira-t-il de l'évacuation de tel ou tel village, des asiles de telle région, M. Clavelle, de qui dépendent les transports, nous en assurera les moyens.

« Mais le Conseil municipal de Paris, comme le Conseil général de la Seine, resteront libres d'exprimer leur avis, comme auparavant, et de prendre, d'accord avec le préfet de police, les décisions qui concernent la vie de la cité.

« Au reste, toutes les inquiétudes, qui s'exprimeront jeudi au sein du Conseil municipal, et samedi, au Conseil général, nous permettront, à M. Mithouard et à moi, de mieux définir nos attributions consultatives. Et puis aucun malentendu ne pourra plus subsister. »

ÉVASION D'AVIATEUR

Le sous-lieutenant Costantini, échappé des prisons d'Allemagne, vient de rentrer en France. Après avoir fait longtemps campagne en Orient, où il avait effectué de nombreuses reconnaissances à grandes distances, cet excellent pilote, de retour sur le front français, était passé dans l'aviation de chasse. Sa carrière s'annonçait des plus brillantes lorsqu'il fut fait prisonnier en automne 1917.

Le sous-lieutenant Costantini est décoré de la Légion d'honneur et de la médaille militaire.

Une évasion au Palais

Un nommé Alexandre Leridan, détenu pour vol, était amené hier, un peu avant 4 heures, devant M. Protot, juge d'instruction.

Peu après, comme on le reconduisait au dépôt, par le souterrain dit de « la Souricière », l'individu jeta une poignée de sable dans les yeux du garde et prit la fuite par le couloir du Petit-Parquet d'où il gagna la sortie.

On le recherche.

les « surprises » que les Boches nous réservent

AVIONS GÉANTS

Les Allemands viennent de sacrifier une fois de plus au culte de ce « colossal » si cher à leur orgueil. Aux dirigeables du premier modèle nous avons vu se substituer naguère le superzeppelin destiné à porter la terreur et la destruction dans les villes et capitales alliées. Son sort fut bref et malheureux. Nos adversaires s'appréhendaient-ils de nouvelles tentatives et complèteraient-ils, pour les mener à bien, sur les appareils dont ils viennent de doter leur aviation de bombardement ?

Leurs caractéristiques sont, à vrai dire, impressionnantes et l'avion géant dépasse de beaucoup les gothas ou *friedrichshafen*, habituels visiteurs de Paris et de Londres. Mû par une force de 1.200 chevaux répartis en quatre moteurs, ce mastodonte, dont le poids en pleine charge atteint 15.000 kilos, est capable d'enlever plus de deux tonnes de bombes. Sa vitesse, remarquable pour un appareil aussi lourd, va de 120 à 140 kilomètres à l'heure. Il peut s'élever à 4.000 mètres et, grâce à ses vastes réservoirs, tenir l'air huit à neuf heures durant. Huit hommes assurent les diverses manœuvres du bord. Des appareils spéciaux faciliteraient les expéditions par les nuits les plus obscures.

On est en droit de supposer que les Allemands, réservant les avions du type ordinaire pour le bombardement des lignes et de l'arrière-front, vont constituer avec leurs riesen une aviation de destruction à grande distance. Les centres industriels et les villes de l'intérieur deviendraient dès lors l'objet d'attaques systématiques, et d'importants résultats seraient escomptés, tant moraux que matériels. On sait la prédisposition du Boche pour la grossière psychologie de l'intimidation et de la peur.

Il se pourrait que l'expérience réservée quelques mécomptes à ces nouveaux engins. Leur mise au point sera vraisemblablement délicate. Les difficultés, chaque jour accrues, auxquelles se heurte la production des avions en Allemagne, le manque de matières premières et la lourde tâche imposée aux usines absorbées par les fabrications courantes de l'aviation imposeront quelque délai dans l'exécution de ce vaste plan, si bien conçu soit-il.

La menace est néanmoins sérieuse et la question vaut d'être étudiée de près. Il sera de bonne prévoyance de protéger dès maintenant, contre des attaques aériennes tentées jusqu'à ce jour par invraisemblables, des villes pour lesquelles leur éloignement risque fort de ne plus être une sauvegarde. Mais surtout, persuadons-nous que le seul moyen de lutter victorieusement contre une aviation de bombardement, c'est de lui opposer une aviation de même ordre, plus nombreuse et plus forte. Sur une aviation de reconnaissance, de réglage ou de chasse, des escadrilles légères et rapides, une artillerie bien servie ont une action efficace. Une escadre de bombardement qui opère la nuit est à l'abri des coups qu'on cherche à lui porter. L'attaque est la meilleure des ripostes. De même qu'il est fructueux de harceler, une fois découverts, les terrains d'aviation ennemis et de les défoncer sous les bombes, de même, pour préserver nos villes, multiplier les raids sur les usines et les centres industriels où se renouvelle chaque jour le matériel de guerre des Allemands.

Pour cela, une aviation composée d'appareils à grand rayon d'action et

susceptibles d'emporter d'énormes quantités de bombes nous est nécessaire. Serait-il si difficile de la constituer ? Certains types d'appareils connus justifieraient les meilleurs espoirs qui attendent encore la décision de nos services techniques ; d'autres, acceptés en principe, seraient lents à « sortir ». On estimera sans aucun doute qu'il est temps de mettre au point les premiers et d'accélérer la fabrication des autres.

Claude Doret

Les femmes et l'Académie

Les femmes sont en faveur auprès de l'Académie. Après Gérard d'Houville, qui obtenait l'autre jour les 10.000 francs du grand prix de littérature, Mlle Camille Mayran vient d'être gratifiée d'un prix, dit « prix du roman », dont le montant n'est pas inférieur à 5.000 francs. Faut-il voir là un signe des progrès que le féminisme aurait accomplis pendant la guerre dans certains milieux réputés réfractaires aux idées nouvelles ? A vrai dire, il s'agit, en l'espèce, d'un féminisme purement littéraire, qui est d'ailleurs le plus aimable et le plus justifié de tous les féminismes, mais qui est aussi le moins subversif et dont les succès académiques ne prouvent par conséquent rien quant au progrès des idées nouvelles à l'Académie. En outre, et surtout, la désignation de Mmes Gérard d'Houville et Camille Mayran apparaît plutôt, à la réflexion, comme une manifestation de bonne compagnie, de solidarité mondaine et salonnaire, comme une manifestation proprement académique en un mot. Mme Gérard d'Houville a un talent fin, sensible et tout empreint d'une tendre gaminerie qui ne la prédestinait évidemment pas à l'honneur écrasant du grand prix de littérature attribué avant la guerre aux dix volumes de *Jean Christophe*. Mais elle est la femme de M. Henri de Régnier et la fille de Heredia, c'est-à-dire qu'elle est doublement d'Académie. Quant à Mlle Camille Mayran, fille de notre ancien ministre au Maroc, M. Saint-René Taillandier, le sang de M. Taine coule dans ses veines, ce qui ne l'empêche point d'être douée pour écrire, au contraire, mais ne justifie que très imparfaitement qu'elle ait pu l'emporter dans l'estime des académiciens sur maints jeunes écrivains moins bien placés qu'elle pour être admis à la *Revue des Deux-Mondes*, mais peut-être plus préparés à renouveler le roman français. L'ouvrage de Mlle Camille Mayran, auquel l'Académie a donné son « prix du roman », n'est d'ailleurs pas un roman ; il est formé de deux longues nouvelles.

En somme, il n'y a rien de changé à l'Académie. L'Académie continue. L'Académie a grand tort. Ne s'élèvera-t-il pas, dans son sein auguste mais desséché, une voix pour l'en avertir ? — ANDRÉ BILLY.

Le rendement des impôts en mai 1918

Le produit des impôts et revenus indirects et des monopoles pendant le mois de mai est inférieur de 35 millions environ à celui des évaluations de recettes établies pour le même mois, et de 2 millions à celui des recouvrements de mai 1917, étant cependant de 357 millions 782.700 francs.

Ces diminutions sont dues surtout au fléchissement des perceptions douanières. On constatera que la taxe spéciale sur les paiements a donné 9.634.000 francs, alors qu'on en attendait 10 millions, et que les fumeurs ont donné à l'Etat en mai 4 millions de plus qu'en mai 1917. Et l'on dit que le tabac manque !

Notez ceci :

Le premier numéro des *Lettres parisiennes* qui devait paraître le 1^{er} mai avait dû être ajourné en raison de l'ingérence générale qui régnait à cette époque. Convaincu que les temps sont changés et que la confiance est revenue, la direction de cette revue littéraire annonce que les premières *Lettres parisiennes* paraîtront prochainement.

L'ŒUVRE militaire

INÉGALITÉ CHOQUANTE

La relève spéciale du service automobile a permis de rappeler à l'intérieur tous les automobilistes de la classe 1891.

On commence même maintenant à faire revenir du front les automobilistes du service armé (conducteurs, employés et ouvriers) appartenant à la classe 1892 et qui sont pères de familles nombreuses (pères de cinq enfants au moins ou veufs pères de quatre enfants d'abord et pères de quatre enfants ou veufs avec trois enfants ensuite). Plusieurs membres du Parlement se sont émus de l'inégalité ainsi créée entre les hommes d'une même classe, car les R.A.T. de la classe 1891 qui ne sont pas automobilistes sont encore dans la zone des armées.

Le ministre, consulté à cet effet, a répondu ce qui suit :

« Si les ressources en personnel du service automobile ont permis de procéder à des échanges entre les hommes de la classe 1891 des armées et des hommes de classes plus jeunes de l'intérieur, cette mesure ne peut constituer une règle de principe pour le renvoi à l'intérieur des hommes de la classe 1891, qui continuent réglementairement à servir aux armées. »

Cette réponse coupe donc court aux bruits d'après lesquels certains de nos correspondants nous transmettent l'écho et d'après lesquels la classe 1891 serait appelée à l'intérieur. L'inégalité subsistera donc, en dépit des membres du Parlement précités, mais personne ne s'en étonnera. La République en France ne connaît l'égalité qu'en paroles.

L'officier de service

L'Œuvre militaire ne répond qu'à ses abonnés et aux correspondants qui justifient de leur qualité de lecteurs habituels en se conformant à ses indications, notamment à celle d'envoyer une enveloppe avec souscription de l'adresse pour réponse. Pour accélérer les réponses et éviter les transmissions de bureau à bureau, prière d'adresser directement les questions d'ordre militaire à « l'officier de service ». Nous rappellerons d'autre part que nous ne faisons pas de service de librairie et indiquons seulement où on peut se procurer les textes des lois, décrets et règlements. Nous n'envoyons pas de copies des circulaires.

L'ŒUVRE MÉDICALE

Un incident à l'Académie de Médecine

Le docteur Guizet venait, hier, de terminer une lecture, à la tribune de l'Académie de Médecine, sur la « pathogénie de quelques accidents et en particulier des vomissements postchloroformiques, éclairée par la méthode de l'intubation » lorsque le professeur Kirmisson se leva et déclara que cette communication n'était point inédite puisqu'elle avait paru dans un périodique du matin.

Le professeur Hayem, président de la savante compagnie, déclara alors que, selon un principe immuable, l'Académie, ne pouvant accepter que des travaux inédits, décidait de tenir la communication du docteur Guizet pour nulle et non avenue. Elle ne sera pas insérée dans les *Comptes rendus* de l'Académie de médecine.

Ce léger incident fit l'objet de nombreux commentaires dans la salle des Pas-Perdus de la docte assemblée.

Questions diverses

Deux communications d'ordre technique furent ensuite faites, l'une par le professeur Havem sur le traitement de l'atonie gastro-intestinale par les solutions salines, l'autre par le professeur Le Fort, de Lille, sur la façon dont se comportent les gros vaisseaux vis-à-vis des projectiles anciens inclus au contact de leurs parois.

L'ENROLEMENT VOLONTAIRE

Par suite des circonstances actuelles, les hôpitaux, le Service des évacués, les œuvres de toute nature ont un besoin pressant de personnel bénévole.

Nous faisons un appel chaleureux à toutes les personnes qui peuvent disposer de leur temps et nous leur demandons de bien vouloir concourir à la Défense nationale.

Prière de s'inscrire 45, rue d'Ulm, à l'Enrôlement Volontaire des Français au Service de la Patrie, de 10 heures à midi, de 2 heures à 4 heures et par correspondance.

ÉTUDES PRIMAIRES ET SECONDAIRES complètes, chez soi, ÉCOLE UNIVERSELLE, 10, rue Chardin, Paris. Brochure n° 32 franco.

L'ŒUVRE des Autres

LA BATAILLE

Quelqu'un qui en revient, M. Albert Thomas, écrit dans *l'Œuvre* :

Ici, je veux dire seulement l'impression morale que nous avons ressentie. C'est celle d'une rude, d'une formidable bataille supportée avec une entière conscience du danger, de la menace qui pèse sur Paris, mais aussi avec la certitude de puiser dans l'organisation commune, dans la confiance réciproque, dans le courage individuel, la possibilité de résister et de vaincre.

L'état d'esprit des chefs :

Les chefs devinent le plan étendu, la conception redoutable que leur oppose le commandement ennemi. Bataille de Compiègne, bataille de Villers-Cotterêts, bataille de Meaux, tout se tient avec les modifications qu'imposent les hasards du combat. C'est, pour des mois peut-être, la pression constante, pesante vers l'objectif que l'ennemi veut, sinon atteindre, au moins tenir sous une menace permanente : Paris. Des prisonniers l'ont dit, confirmant ainsi ce qui était écrit déjà sur la carte. C'est par la menace sur Paris que l'ennemi espère faire céder notre fermeté et notre confiance.

Les soldats le savent aussi. Ils comprennent quel est l'enjeu du gigantesque combat :

Ceux qui ont connu le Kemmel ou d'autres mauvais coins rentrent dans la fournaise sans peur, sublimes de résignation simple, prêts de nouveau à l'effort. Mais ils réfléchissent, n'en ont pas. Ils se demandent et ils nous demandent comment, par quel accident, par quelle erreur, peut-être, sur certains points, dans certaines régions qu'ils croyaient si fortes, le fléchissement a pu avoir lieu.

Ce que nous sentons à leurs questions, c'est le devoir de soutenir leur effort par un travail redoublé. Quels que soient les effectifs allemands et en raison même de ces effectifs, nous devons faire en sorte qu'à aucun moment les combattants ne puissent douter de l'effort d'organisation, d'administration, de création du gouvernement et du Parlement. L'intérêt de l'ennemi est de presser son action. C'est peut-être un délai de quelques semaines seulement que nous avons devant nous. Défions-nous de l'agitation incohérente. Défions-nous des manifestations de bruit qui ne sont parfois que des expressions dissimulées d'inquiétude. Appliquons-nous à une tâche méthodique et réglée.

Le problème des effectifs

Le problème des effectifs est à l'ordre du jour. Albert Thomas ne manque pas d'en marquer l'importance, en manière de conclusion :

Un point est hors de conteste : c'est que les Alliés disposent, malgré la défection russe, de ressources en hommes plus considérables que leurs ennemis. Tout le problème se réduit à une question d'organisation. Un certain nombre de dispositions utiles ont été prises à la dernière conférence de Versailles. L'exécution doit en être pressée avec la dernière vigueur.

C'est par un travail énergique, intense, de tous les instants, c'est par une volonté révolutionnaire que rien ne peut arrêter, que, cette fois encore, Paris et la civilisation seront sauvés.

WILSON ET PAYER

On ne parle plus de l'offensive allemande de paix. Mais on nous sert des déclarations du vice-chancelier von Payer sur le *Mittel-Europa*, qui ne sont précisément pas encourageantes. Le ton en est fort cassant et désagréable, et le fond présomptueux à l'excès. Et quant au discours tenu par le président Wilson devant un groupe de journalistes mexicains — qui s'attendaient à voir des journalistes mexicains survenir dans cette affaire ? — il révèle une telle opposition de vues aux visées de von Payer que le contraste est souligné par deux de nos confrères, *l'Homme Libre* et *la Lanterne* :

Voilà, si l'on ne se trompe, un programme net et précis s'il en fut jamais. Pour mettre à ce point notre généreux et bel idéal de la Société des Nations, nous avons sans doute encore beaucoup à faire. C'est qu'aussi nos intentions sont autres et que nous luttons pour tout le monde et pour la liberté et non pour organiser beaucoup plus facilement une « mafia » de bandits.

Justement, à la même heure presque, le président Wilson disait aux journalistes mexicains quels étaient à la fois le désintéressement de l'Amérique dans la guerre, sa volonté arrêtée de soutenir tous les peuples opprimés, sans oublier la Russie, et son but de donner pour base à la paix la confiance entre les peuples au lieu de l'assujettissement, la libre coopération au lieu de l'annexion.

Est-ce que cette paix est compatible avec le programme de von Payer ? Est-ce qu'avant, tous les Alliés aussi, cette vue très claire de nos lendemains si différents de celle du vice-chancelier, nous pouvons décemment prêter l'oreille aux propos ténébreux des agents d'Erzberger ?

Que l'Allemagne dise donc clairement quelle paix elle veut, nous en jugerons. Mais une fois encore, au grand jour, rien qu'au grand jour.

Ainsi parle *l'Homme Libre*. Et *la Lanterne*, plus catégorique encore :

Se peut-il que les nations de l'Entente puissent accepter, un seul instant, l'idée d'une capitulation devant l'hégémonie germanique formulée avec cette hautaine insolence ? Que l'Autriche que humblement, si elle veut, le rôle que lui assignent ses maîtres de Berlin, mais la France, mais l'Angleterre, mais l'Italie, mais l'Amérique... ne sont-elles pas poussées, par l'excès même de la menace, à préparer l'effort suprême et triomphant ?

Le Boche veut la paix du monde sous son sabre, le président Wilson et ses alliés veulent la paix du monde par le droit ; les deux formules se heurtent et ne peuvent pas laisser place entre elles à un débat. Il n'y a pas de transaction possible et il faut que « ceci tue cela ».

LA QUESTION DE PARIS

Si Paris n'est point sauvé, ce ne sera pas faute de bras. Un solide comité de défense a été constitué par les soins de M. Clemenceau. Puis les conseillers municipaux et les conseillers généraux ont exigé d'être convoqués immédiatement et officiellement. Puis le comité de la rue de Valenciennes a pensé que son action défensive pourrait se faire sentir assez utilement. Bref, les dévouements et les compétences s'offrent en grand nombre. Est-ce qu'une bonne petite unité de direction ne serait pas préférable ? Et est-ce que députés et conseillers de Paris ne sont pas, chacun pour sa part, responsables de l'état d'inourie où la défense de Paris a été laissée depuis trois ans ? Je cite M. Léon Bailly (*Intransigeant*) :

Peu à peu, ces quatre années de guerre firent perdre de vue l'hypothèse d'un retour offensif des troupes allemandes sur Paris. Combien sont-ils, les hommes politiques de tous rangs, députés, sénateurs, conseillers généraux, municipaux, maires, qui fatiguèrent le pouvoir de leurs doléances parce que les tranchées Gallieni gênaient leurs exploitations agricoles ? Le pouvoir, par bonheur, résista. Il ne s'agit, aujourd'hui, pour beaucoup de nos lignes de défense, que d'une remise en état. Alors, il est vrai, il faut créer des organisations nouvelles, plus modernes, et, dans ce but, mobiliser une forte main-d'œuvre. M. Painlevé, habile en paroles, nous avait, comme ministre, leurrés de la création d'une main-d'œuvre industrialisée dont il n'a même pas réalisé la première base. Nous trouverons ailleurs les éléments du travail à entreprendre, à la condition que le Comité de Défense ait les mains libres, aussi bien par en haut que par en bas. Il faut que ses décisions soient prises au sérieux par les ministères, par les pouvoirs intéressés. La défense de Paris est une opération de guerre au premier chef. Nos poils tiennent, avec un cœur magnanime, contre l'effroyable poussée allemande. Mais, quand ils protègent Paris avec leurs poitrines, ils entendent bien que, par tous les autres moyens matériels, Paris soit défendu.

LE VICOMTE KATO

Le chef de l'opposition japonaise, le vicomte Kato, s'est prononcé contre une intervention japonaise en Russie d'Asie. Serait-ce que la majorité parlementaire s'est prononcée pour ?

Quoi qu'il en soit, M. Ernest Dautrey nous fournit dans *l'Echo de Paris* ces renseignements sur le vicomte Kato :

Le vicomte Kato Takaki, ancien ministre des affaires étrangères du cabinet Okuma, est un ancien diplomate. Entré dans la carrière diplomatique en 1887, il fut, en 1894, d'abord ministre plénipotentiaire, ensuite ambassadeur à Londres.

Quatre fois ministre des affaires étrangères de son pays, la première fois en 1901, il occupa de nouveau ce poste en 1914, lorsque le Japon déclara la guerre à l'Allemagne.

Membre de la Chambre des Pairs, le vicomte Kato est un des hommes les plus influents du parti Kenseikai et l'un des adversaires les plus résolus et les plus redoutables du gouvernement actuel. Ayant séjourné longtemps en Angleterre, il parle admirablement l'anglais et est un grand admirateur de notre puissant allié. Le vicomte Kato, qui a été le grand instigateur de l'entrée du Japon dans la guerre, se déclare très fier de la détermination qu'il a fait prendre à son pays. Il considère que le Japon doit prêter un concours des plus actifs aux Alliés. Au cours de l'entretien très aimable et très intéressant que j'ai eu avec lui, il m'a déclaré qu'il jugeait indispensable que les hommes politiques des puissances alliées se rencontrent fréquemment et échangent leurs idées sur les rapports entre leurs pays respectifs. Le vicomte Kato, qui est allié à une des plus riches familles du Japon, jouit d'une influence considérable et est appelé à jouer encore un grand rôle dans son pays.

L'Apprenti

Feuilleton de L'ŒUVRE
du mercredi 12 juin 1918. — N° 31

LES TRANCHÉES

DE PÉLISSANNE

PAR PAUL SOUCHON

LXI

Sur le plateau (Suite)

Fort heureusement, sur ces entrefaites, il arriva à la compagnie un adjudant, évacué du front, où il avait gagné médaille militaire et croix de guerre. Le capitaine le nomma aussitôt « fonctionnaire officier ».

Ce fut donc avec un peu plus d'assurance qu'il conduisit sa compagnie parmi les pierres du plateau.

Les troupes de Salon y faisaient déjà l'exercice. On les voyait se découper sur le ciel, les fusils alignés, marchant et courant au pas gymnastique. Le vent apportait, par rafales, les voix des gradés.

Le capitaine Birault fit arrêter ses hommes. En ramassant tout le monde, il avait réuni une centaine de soldats. Il descendit de cheval et se dirigea vers le

colonel qui se tenait au milieu d'un groupe d'officiers, du côté du bois de pins.

Mais le colonel l'avait vu et venait à lui. C'était un grand vieillard à barbe blanche, très affable.

— Ah ! voilà les territoriaux ! Bonjour, capitaine. Montrez-moi vos hommes.

Et le colonel, suivi, à distance respectueuse, par le capitaine, passait rapidement devant les rangs.

— Allons, ils ont bon air. Tous mes compliments, capitaine. Faites-les manœuvrer.

Le capitaine Birault sentit une sueur froide perler sous son képi.

Il balbutia :

— Ecole de section ou école de compagnie, mon colonel ?

— Ecole de section, comme les jeunes.

— Dans ce cas, je passe le commandement.

— Ah ! Et à qui ?

— A l'adjudant, mon colonel. Je n'ai pas d'officier.

— Si vous voulez, dit le colonel, qui souriait dans sa barbe.

Le capitaine Birault ne se le fit pas dire deux fois.

Il appela l'adjudant :

— Adjudant Pruniers ! Commandez quelques mouvements.

Les sections exécutèrent des formations en lignes sur deux rangs, des marches de front et des marches obliques. Les territoriaux manœuvrèrent un peu lourdement, mais correctement.

— Ça n'est pas mal, dit le colonel.

Nous en ferons quelque chose. Je vous remercie, capitaine.

Il s'éloigna, laissant le capitaine Birault promener son mouchoir sur son front rasséréné.

LXII

Exercices de nuit

Il fallut, dès lors, procéder à l'instruction intensive des hommes.

Grâce à l'adjudant Pruniers, qu'il chargea de la direction des exercices pratiques, le capitaine Birault put se consacrer à la partie décorative de sa tâche.

Il arrivait, le matin, sur son cheval, à la tête de ses soldats, au plateau de Saint-Jean. Puis, tandis que l'adjudant prenait toutes les dispositions demandées par le programme du jour, il se mêlait aux officiers du camp d'instruction.

Il suivait, d'un air entendu, les manœuvres des troupes, opinait, de temps à autre, du képi, et approuvait toujours et en tous lieux le colonel quand celui-ci lui faisait l'honneur de lui adresser la parole.

Cependant le capitaine Birault se sentait beaucoup plus à son aise pendant les exercices de nuit.

Conformément aux nécessités de la guerre actuelle, le colonel ordonnait souvent des sorties nocturnes et le capitaine Birault se découvrit un grand faible pour ces marches et ces manœuvres sous les étoiles.

Les thèmes en étaient toujours simples. Les territoriaux n'y venaient guère qu'en spectateurs. Et quel meilleur

leur manteau que l'ombre pour draper son incognito ?

Un soir, c'étaient des essais de reptation dans la plaine.

A la faible lueur de la lune naissante, les soldats de Péliissanne se rassemblaient autour d'un puits, au milieu d'un vaste champ. L'arme au pied, ils essayaient de deviner, à travers la nuit, des formes noires qui devaient se mouvoir dans l'herbe. Pas de bruit. De temps en temps, un léger sifflement qui augmentait le mystère.

Le cœur du capitaine Birault battait à se rompre. Il se croyait à la guerre. A demi penché en avant, appuyé sur son sabre, il scrutait les ténèbres.

— Les voilà !

Mais non ! La marche sur les coudes, sur le ventre et sur les genoux est lente et les jeunes soldats de Salon avaient beau y mettre toute leur ardeur, ils étaient encore fort loin du puits.

Enfin ils arrivaient et, à un sifflement plus fort, ils se dressaient, le visage brillant de sueur, les habits couverts de terre, tout contre les territoriaux.

Un autre soir, il y avait l'attaque d'un bois, au nord de Salon.

Les troupes de Péliissanne étaient en réserve, dans un ravin. Elles n'avaient qu'à se tenir tranquilles. Allongés sur le dos, dans les touffes de thym, les soldats regardaient le fourmillement des astres. Il faisait une nuit biblique. Un souffle tiède courait, dans le bas, des champs de blé. Sur les visages, frétilant de l'un à l'autre, un petit chien venait passer sa langue. On le chassait, il revenait toujours.

Soudain, une fusée crissa et trace sur le ciel un trait de feu qui s'épanouit en bouquet de lumière. Aussitôt, la fusillade crépita. D'autres fusées jaillirent. Les moindres pierres du ravin sont visées.

Le capitaine Birault, ébloui, veut faire porter ses hommes en avant. N'est-il pas découvert ? Attaqué ?

L'adjudant Pruniers le calme. Il se résigne à assister, impuissant, à la bataille.

LXIII

Les grenadiers

L'après-midi, le capitaine Birault conduisait ordinairement ses hommes aux tranchées.

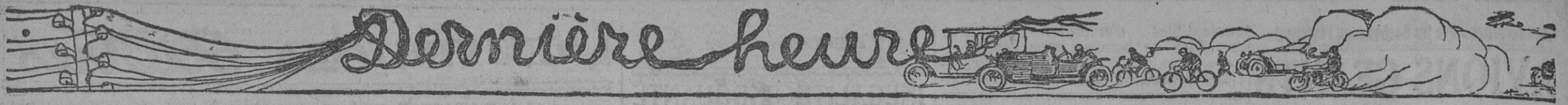
Sur les conseils de l'adjudant Pruniers, on avait muni ces tranchées des derniers perfectionnements et les travaux y alternaient avec les exercices.

Parmi ces exercices, celui qui intéressait le plus le capitaine Birault, car il paraissait correspondre aux nécessités de la guerre « telle que les Boches nous la font », c'était le lancement des grenades à main.

Lui-même donnait l'exemple.

Il avait commencé par jouer aux grenades, comme on joue aux boules, sur le terrain qui s'étendait entre la tranchée de seconde ligne et celle de première ligne. Mais l'adjudant Pruniers lui ayant fait remarquer qu'il était rare, au front, que l'on se servit ainsi des grenades en terrain découvert, il était descendu dans la tranchée.

(A suivre.)



DANS LA BATAILLE

UNE FORMIDABLE ATTAQUE

Le correspondant de l'agence Reuter auprès des armées françaises télégraphie, à la date du 11 juin :

Au cours de la journée d'hier, l'ennemi a réussi, à un prix immense pour ses bataillons d'attaque, à augmenter son avance d'un mille à trois milles dans notre front. A Marquégise, endroit le plus au sud de ce saillant, il est entré à sept milles de distance de la ligne de départ d'avant-hier matin.

La bataille est d'une fureur pour ainsi dire inégale.

Les Allemands continuent à attaquer en masses compactes qui sont fauchées par nos mitrailleuses. D'autres et encore d'autres se suivent jusqu'à ce que la position soit finalement emportée par l'ennemi à moins que, bien souvent, elle ne soit promptement reprise par une contre-attaque française. Dans ces contre-attaques, qui nous conduisent au delà des positions qui ont été occupées par les Allemands, nos hommes trouvent invariablement le terrain jonché de morts allemands, souvent couchés en monceaux.

Une petite hauteur, nommée Plémont, au sud de Lassigny, a dû être pavée de morts ennemis. Elle était tenue par la cavalerie démontée. Les derniers hommes de liaison qui sont parvenus à passer au travers du Plémont avant sa chute ont déclaré qu'ils ont vu eux-mêmes quatorze attaques allemandes échouer sur la colline et il y en eut encore après leur départ.

On estime que les Allemands ont engagé jusqu'au soir entre vingt et trente divisions. L'avance de l'ennemi a été si lente qu'il fut capable de faire suivre son avance régulièrement par l'artillerie légère pendant que son artillerie lourde continuait à tirer de ses anciennes positions. Il y a en conséquence une espèce d'égalité d'artillerie sur le

champ de bataille quoique la nôtre, absolument familiarisée avec le terrain sur lequel l'ennemi avance, soit plus efficace. Comme d'habitude, notre service d'avions est clairement supérieur. Il est certain que les Allemands continueront aujourd'hui leur attaque avec une féroce et probable ment avec des troupes fraîches.

L'arc n'est-il pas trop tendu ? demande le "Vorwaerts"

Le correspondant spécial du Dailly Express à Amsterdam dit :

Le Vorwaerts de Berlin déclare dans un article mélancolique qu'il intitule « L'Arc tendu » que l'offensive récente allemande a uniquement prouvé que les soldats allemands « sont toujours forts mais rien de plus ». Le journal socialiste dit : « Il faut rappeler à ceux qui rêvent que nous pouvons infliger à nos ennemis une punition qui les amènera à accepter la paix allemande que notre récent succès ne les a même pas amenés à admettre la possibilité d'une paix par entente. Le peuple allemand doit envisager encore de très lourds sacrifices. Ce qui ajoute au tragique de la situation, c'est que le manque de satisfaction continue à augmenter à l'intérieur. Pendant que les conservateurs se querellent avec les socialistes, le gouvernement profite de la loi martiale pour rudoier le peuple. Les Alsaciens ont été forcement amenés à haïr l'Allemagne à cause des mauvais traitements systématiques, et maintenant les Prussiens sont menacés d'une loi électorale conçue en définitive d'après les lignes conservatrices et qui n'est absolument pas une réforme sérieuse. Le peuple allemand est bien le fils de son père. Mais est-ce que l'idée ne vient pas à quelques-uns de nos meilleurs dirigeants que le meilleur arc ne peut pas être impunément trop tendu ? »

L'EFFORT DES ETATS-UNIS

L'apparition des sous-marins allemands quintuple les constructions navales

Londres, 11 juin. — Le correspondant du Times à New-York dit que, depuis que les sous-marins allemands ont fait leur apparition dans les eaux américaines, les chantiers de construction navale ont construit cinq fois le total du tonnage que les sous-marins ont réussi à détruire.

Les sous-marins ont coulé 16.531 tonnes de steamers et 7.800 tonnes de voiliers. Les chantiers ont construit, du 25 au 31 mai, 87.500 tonnes de steamers, et du 1^{er} au 5 juin, 57.000 tonnes.

La presse allemande entrevoit les périls de la haine américaine

Berne, 11 juin. — Les déclarations de fidélité à la cause de l'Entente faites ces derniers temps par des journaux américains rochers, les résolutions votées par l'Union nationale germano-américaine ont attiré de nouveau l'attention de la presse allemande sur la situation faite aux Etats-Unis aux éléments d'origine allemande et sur les pertes matérielles et morales subies par l'Allemagne au delà de l'océan.

La Gazette populaire de Cologne du 8, midi, procède à cet égard à des récapitulatifs fort mélancoliques.

Malgré leur nombre imposant, écrit ce journal, les Germano-Américains n'ont jamais formé une armée sans officiers ; ils n'ont pas pu résister. La presse allemande est déjà presque anéantie en Amérique, la plupart des écoles allemandes sont fermées, les associations allemandes se hâtent de déjouer tout germanisme. C'est une débâcle complète ; il n'est pas nécessaire d'être pessimiste pour reconnaître que les conséquences de nos victoires européennes sont en partie balancées par le bilan des pertes que nous avons subies en Amérique. D'ailleurs, tout cela était à prévoir : les Germano-Américains qui n'avaient aucune culture allemande ne trouvaient pas en Amérique d'emplois pour leurs capacités ; ceux qui réussissent étaient des industriels, des commerçants désintéressés de la politique, sans influence, incapables de garder leur langue et de servir le germanisme.

Pour l'avenir, la Gazette populaire de Cologne se montre aussi peu optimiste :

Après la guerre, les Allemands ne pourront plus entrer en Amérique, ils ne seront plus admis. Il vaut mieux d'ailleurs leur conseiller de ne pas essayer d'y pénétrer.

Les sociétés de navigation Hamburg-Amerika, Norddeutscher Lloyd, sont inscrites au livre noir. D'autres chantiers, bureaux, ont été vendus avec interdiction de revente à l'Allemagne après la guerre.

Le général Gramat à Athènes

Athènes, 10 juin. — Le général Gramat, chef de toutes les missions françaises en Grèce, est arrivé aujourd'hui à Athènes. Il a rendu visite dans l'après-midi au président du Conseil.

LA GUERRE AERIEENNE

LES AVIATEURS BRITANNIQUES poursuivent leur action

Londres, 11 juin. — Communiqué de l'Armée : — Durant la période du 6 au 9 juin, dix attaques aériennes de bombardement ont été effectuées sur les objectifs suivants : Thouron, les écluses de Zeebrugge, les usines de La Brugeoise, les docks de Bruges, le canal de Bruges, l'aérodrome de Ghislende, l'aérodrome de Marialler, l'aérodrome de Saint-Denis-Westrem, l'aérodrome d'Oostacker.

En tout, quatorze tonnes de bombes ont été jetées et des incendies ont été causés aux docks de Bruges, à l'aérodrome de Marialler et à l'aérodrome de Saint-Denis-Westrem. Quatre incendies et deux explosions ont été provoqués dans le bassin est des docks de Bruges. Deux coups au but ont été constatés sur le môle de Zeebrugge. Le feu des canons antiaériens a été violent et des attaques ont été exécutées par des avions ennemis qui ont été repoussés. Tous nos appareils sont rentrés.

LES EMBARRAS DE L'AUTRICHE

LE COMTE BURIAN EST ARRIVÉ à Berlin pour discuter la question polonaise

Le comte Burian vient d'arriver à Berlin. On aurait pu croire, après l'interview triomphale accordée par le vice-chancelier von Payer à la Neue Freie Presse et dont nous avons publié hier d'abondants extraits, que le voyage du ministre des affaires étrangères d'Autriche et de Hongrie n'était plus qu'une simple formalité protocolaire et que toutes les clauses du traité asservissant la Double Monarchie à l'Empire germanique se trouvaient depuis quelques semaines déjà définitivement établies.

Il semble pourtant qu'il n'en soit rien. Interviewé à son tour par la même Neue Freie Presse, le comte Burian a déclaré, avant son départ de Vienne, que les travaux préparatoires n'étaient pas encore terminés et que, faute de bases suffisantes, l'accord ne pourrait être conclu sur le champ. L'homme d'état hongrois a particulièrement insisté sur ce fait que les négociations seraient conduites d'après le principe d'une égalité absolue entre les deux empires, mais qu'il était impossible d'en prévoir dès à présent les conclusions.

Il y a donc une opposition flagrante entre le langage du successeur de Czernin et celui de M. von Payer. En proclamant que la communauté austro-allemande, dans le triple domaine politique, militaire et économique, était enfin réalisée, le vice-chancelier d'Allemagne aura voulu sans doute impressionner le comte Burian. Il est peu probable qu'il y ait réussi. Le ministre austro-hongrois a reçu l'ordre d'obtenir, coûte que coûte, une solution de la question polonaise conforme aux aspirations viennoises, et il s'en tiendra obstinément aux instructions qui lui ont été remises. L'Allemagne, au surplus, ne se fait pas trop d'illusions. Si M. von Payer affecte un optimisme souriant, la lecture des journaux allemands est particulièrement instructive. Ils admettent que l'Autriche devienne maîtresse des destinées polonaises, mais « à la condition que l'approfondissement de l'alliance soit immédiat et absolu ». Et la Strassburger Post, dont on connaît les attaches officielles, n'hésite pas à écrire :

Un tel resserrement, dont l'application devra être faite le plus rapidement possible, sert l'intérêt des deux pays. L'entente en deviendra plus aisée pour le règlement de la question polonaise selon les vœux de l'Autriche, car ce sont là deux choses étroitement dépendantes.

Ainsi, le jeu allemand s'éclaircit : que l'Autriche se livre entièrement à la volonté germanique, et, pour la consoler, on lui prêterait ce dangereux hochet qu'est la Pologne ! — CHARLES OMESHA.

M. de Seidler se décidera-t-il à convoquer le Parlement ?

M. de Seidler, président du ministère, a discuté dimanche avec les divers chefs de partis les conditions auxquelles la convocation du Reichsrat en juin serait encore possible. Le premier ministre a demandé aux chefs de partis de répondre aussitôt que possible, au plus tard le 15 juin.

La liste civile de l'empereur

Le ministre des finances austro-hongrois présentera aux Délégations un projet tendant à augmenter de six millions la liste civile de l'empereur pour compenser le renchérissement du coût de la vie.

L'agitation à Varsovie

Berne, 11 juin. — La Gazeta Wieczorna, qui paraît à Cracovie, apprend de Varsovie que le bruit court, dans cette ville, que le Conseil de régence polonais se retirerait bientôt, pour protester contre la dissolution par l'Allemagne du 1^{er} corps d'armée polonais. L'indignation serait très vive, dans toute la Pologne, contre le général Dowbor-Musnicki qui commandait ce corps d'armée et la laissa désarmer sans résistance. Le général aurait même été, pendant quelques heures, emprisonné par ses propres officiers.

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus

LE DESTIN DE LA RUSSIE

Les Tchéco-Slovaques se battent contre Allemands et maximalistes

Bâle, 11 juin. — Des informations de Russie reproduites par les journaux allemands et autrichiens disent que la dernière proclamation de l'état de siège à Moscou a été provoquée par les mouvements des Tchéco-Slovaques, qui ont adopté une attitude nettement hostile à l'égard du gouvernement des Soviets. Ce dernier leur avait, au mois de mars, donné l'autorisation de rejoindre le front français avec leurs armes, en passant par Vladivostok. Les Tchéco-Slovaques s'installent solidement sur plusieurs points du Transsibérien et s'emparent de plusieurs localités importantes. Il y aurait environ 15.000 hommes dans la région de Tchéliabinsk ; 3.000 d'entre eux occupent Pensa. Un autre groupe de Tchéco-Slovaques marcherait sur Samara qui serait également en danger, et où l'état de siège a également été proclamé. Un troisième groupe opère en Sibirie. Les communications télégraphiques avec la Sibirie orientale seraient interrompues.

Stockholm, 10 juin. — Le journal Novoa Jinn donne les détails suivants sur les événements sanglants qui se déroulent à Pensa, dans les journées des 29 et 30 mai :

« La bataille entre les Tchéco-Slovaques et les troupes du Soviet, ces dernières renforcées de prisonniers allemands et magyars, fut acharnée et se termina par la victoire des Tchéco-Slovaques. »

« La ville de Pensa a demandé aux Tchéco-Slovaques de conclure la paix et de délivrer les prisonniers. Les Tchéco-Slovaques acceptèrent la libération des prisonniers à l'exception de deux cents Allemands et Magyars qu'ils veulent fusiller. »

Dans la Sozial-Demokratie

Zurich, 11 juin. — On mande de Dresde que le parti socialiste saxon a tenu son assemblée extraordinaire. On a pu constater que le parti socialiste saxon qui, en 1911, comptait 177.000 membres, n'en compte plus maintenant que 23.000. Près de 77 % de ses membres sont aux armées et on a enregistré environ 68.000 démissions de membres qui ont adhéré au parti socialiste indépendant.

LA VIE SOCIALE

Le Congrès national des cheminots est ajourné

Le Congrès national de la Fédération des chemins de fer devait se tenir à Paris les 20, 21 et 22 juin prochain.

Les événements actuels obligent le bureau fédéral à ajourner cette manifestation jusqu'à une date indéterminée.

En effet, les délégués désignés par les syndicats obtiendraient difficilement, en ce moment, les congés nécessaires à l'accomplissement de leur mandat. D'autre part, la désorganisation actuelle des groupes des réseaux de l'Est et du Nord a aussi pesé sur la décision des organisateurs.

La fusion des limonadiers et des bouillonneurs

Depuis un certain nombre d'années et à la suite d'un conflit d'ordre corporatif, les travailleurs des cafés et des restaurants étaient répartis entre deux organisations : le groupement des ouvriers bouillonneurs et le syndicat des limonadiers. Cette division, étant fort préjudiciable à leurs intérêts, les garçons des cafés, ceux des restaurants et leurs collègues des bouillonneurs viennent de décider un rapprochement dans le but d'obtenir de la Chambre patronale, la Parisienne, l'application de l'accord intervenu le 31 mai 1917 dont les termes garantissaient le respect du repos hebdomadaire et reconnaissaient le minimum de salaire.

Les maçons et la coopération

Des militants de la Chambre syndicale parisienne de la maçonnerie-pierre se concertent actuellement dans le but de créer une coopérative de production.

Le désir de ces travailleurs est d'être en mesure, la paix venue, d'apporter un concours efficace à la reconstruction des cités détruites et des régions envahies. La coopération en question fonctionnera sous le contrôle moral et matériel du syndicat.

BOURSE DE PARIS

du mardi 11 juin 1918

VALEURS	Cours Précéd.	Cours du jour	VALEURS	Cours Précéd.	Cours du jour
PARQUET					
30/0	100	100	Argentin 5 0/100	150	150
30/0 Annuité	100	100	Belge 4 1/2 1883	74	74
31/2	100	100	Belge 4 1/2 1893	68	68
5 0/0	100	100	Belge 4 1/2 1903	64	64
Ville de Paris 1855	545	544	Belge 4 1/2 1913	64	65
Ville de Paris 1865	540	540	Belge 4 1/2 1923	64	65
1880	310	310	Egypte Omnibus	35	35
1895	353	352	Privilégiée	83	84
1910	377	377	Estimée	137	142
1917	377	377	Argentin 5 0/100	150	150
1918	428	495	1910	386	390
Banque de France	5200	5200	Russie 4 0/100	30	30
d'Algérie	8300	8315	3 0/100	30	30
Crédit Fonc. - P	390	388	5 1/2 1878	32	32
Crédit Fonc. - R	390	388	5 1/2 1893	32	32
Crédit Lyonnais	1010	1040	4 1/2 1903	30	30
Société Générale	632	630	Rio-Tinto	1587	1590
Crédit Industriel	760	730	de la Part. 2	192	192
Crédit Marit. - P	430	440	Assurances	220	220
Créd. 1873	431	430	Rives-Lavie	688	695
Com. 1883	438	435	Acier de la Marine	1600	1450
Com. 1893	435	435	La Cramat	2445	2448
Com. 1903	503	504	Chemins Romains	1425	1400
Com. 1913	503	504	Belge 1893	975	975
Com. 1926	291	286	MARCHÉ DES BAISQS		
Com. 1939	215	212	Saxons	1020	1009
Com. 1912	205	205	Spain Copper	90	90
Com. 1926	205	205	Belge 1893	90	90
Est	748	747	Est Belge	8	8
Paris-Lyon-Médit.	915	910	Est Belge	8	8
1887	940	940	Suez	22	20
1902	1105	1105	Solides	45	45
1907	1105	1105	Belge 1893	102	102
1908	700	691	Belge 1893	102	102
Transatlantique	274	274	Holland	300	300
Messageries	249	250	Belge 1893	102	102
1897	201	201	Phosphat. Tunisien	257	250
1901	123	123	Phos. Hautes	71	71
1905	291	292	Belge 1893	102	102
1908	295	295	Tonia	812	812
Suez	3850	4000	Mexico	2360	2365
Thomson-Houston	685	680	1/5	451	451